

Mention de l'origine des viandes dans la restauration commerciale et collective



© 2025 Les Echos Publishing

À l'instar de celle de la viande bovine, mention de l'origine des viandes ovines, porcines et de volailles doit désormais être faite dans la restauration commerciale et collective.

Exploitants agricoles : le dispositif de prêts structurels garantis par l'État est en place



© 2025 Les Echos Publishing

Les exploitants agricoles dont la trésorerie est fragilisée

notamment par des mauvaises récoltes dues aux aléas climatiques à répétition vont pouvoir souscrire des prêts pouvant aller jusqu'à 200 000 € garantis par l'État.

Rémunération du gérant d'une SARL : une décision s'impose !



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'elle n'est pas déterminée par les statuts et qu'elle n'a pas fait l'objet d'une décision collective des associés, la rémunération du gérant d'une SARL n'est pas due. Peu importe que les associés aient, par ailleurs, approuvé la gestion du gérant.

Associations : il est temps de déclarer vos activités de

représentation d'intérêts



© 2025 Les Echos Publishing

Les associations inscrites sur le répertoire des représentants d'intérêts qui ont clôturé leur exercice au 31 décembre 2024 doivent, d'ici le 31 mars 2025, déclarer les actions de représentation d'intérêts conduites en 2024.

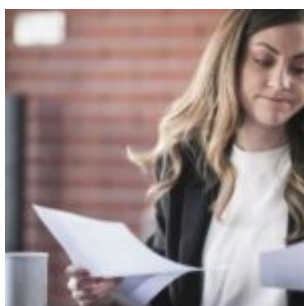
Exploitants agricoles : vous pouvez demander l'aide à la trésorerie



© 2025 Les Echos Publishing

Des prêts de reconstitution de trésorerie à moyen terme à taux bonifié peuvent être octroyés aux exploitants agricoles en difficulté. La prise en charge par l'État d'une partie des intérêts de ces prêts peut être demandée sur le site de FranceAgriMer jusqu'au 30 mai.

Gare aux arnaques aux extraits Kbis !



© 2025 Les Echos Publishing

Face à la multiplication des arnaques aux extraits Kbis, les chefs d'entreprise doivent faire preuve de la plus grande vigilance et veiller à bien vérifier l'authenticité des Kbis avant de procéder à toute opération commerciale ou financière.

Mise en jeu de la responsabilité du dirigeant pour cause de poursuite d'une activité déficitaire



© 2025 Les Echos Publishing

Le fait que le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire ait poursuivi une activité déficitaire peut constituer une faute de gestion susceptible d'engager sa responsabilité lorsqu'elle a contribué à l'insuffisance d'actif de la société. Mais le seul constat de l'augmentation des dettes de la société ne suffit pas.

Guichet unique en ligne pour les démarches des associations et fondations : où en est-on ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le gouvernement intègre progressivement sur une plate-forme unique les démarches administratives dématérialisées des organismes à but non lucratif, celle-ci étant pour le moment accessible uniquement par les fondations et associations reconnues d'utilité publique.

Violation du droit de préemption de l'exploitant agricole : quel délai pour contester ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le délai de 6 mois dans lequel un exploitant agricole peut contester en justice la vente de parcelles intervenue au mépris de son droit de préemption court à compter du jour où il connaît la date de la vente.

Facture impayée : gare au délai pour agir !



© 2025 Les Echos Publishing

Le délai de 2 ans dans lequel une entreprise doit agir en paiement d'une facture impayée par un client court à compter

de l'achèvement des travaux. Et le fait que le client formule des contestations sur la conformité des travaux ne remet pas en cause l'achèvement des travaux.